

## **Le Brésil, une démocratie militarisée**

*Grâce au président Jair Bolsonaro, les militaires jouissent d'une représentation inédite au sein du gouvernement brésilien, ainsi que dans l'administration. De récents désaccords entre le chef de l'État et des généraux en vue ont alimenté des rumeurs de coup d'État. Mais pourquoi les hauts gradés quitteraient-ils le navire qu'ils ont mis à flot et dont ils tiennent la barre ?*

Por: Anne Vigna

C'est l'histoire d'un grand malentendu. Le 30 mars dernier, les chefs des armées de l'air et de terre ainsi que de la marine brésiliennes annoncent leur démission conjointe. La presse jubile: pour elle, le président Jair Bolsonaro – qu'elle honnit – vient d'être lâché par les militaires. «Mission accomplie», titre ainsi le quotidien Folha de São Paulo le 31 mars, alors que son principal concurrent, l'Estado de São Paulo, souligne la «résistance de l'état-major aux prétentions de Jair Bolsonaro à les inclure dans une aventure autoritaire (1)». Une semaine auparavant, le président avait affirmé à ses partisans : « Le peuple peut compter sur les forces armées pour défendre la démocratie et la liberté » – entendre : pour défendre le droit de s'opposer aux restrictions mises en place par certains gouverneurs face à la pandémie de Covid-19. Mais cette fois, la coupe est pleine, assurent les médias brésiliens, bien souvent repris par la presse internationale : la démission du trio de hauts gradés démontre que les militaires ne laisseront plus le pouvoir exécutif dicter leur conduite. Et le quotidien économique Valor de conclure qu'il n'existe à ce jour «aucun risque de politisation des forces militaires (2)».

La réalité est tout autre. « Il est certain que les militaires ont activé leurs contacts au sein de la presse pour faire passer ce discours, mais il est très peu crédible au regard des faits », estime Christoph Harig, chercheur à l'université Helmut Schmidt de Hambourg. L'opération de communication viserait à présenter la Grande Muette comme elle entend apparaître : comme la garante de la démocratie, seule capable de mettre un frein à ce que l'élite politique et médiatique dénonce comme la « folie bolsonariste ».

Spécialiste des militaires brésiliens, l'historienne française Maud Chirio abonde : «Il y a en effet certains désaccords entre le président et les militaires. Mais ceux-ci sont déjà au pouvoir. Ils sont politisés comme jamais et ils n'ont nullement l'intention de quitter leurs postes. » La « rupture » annoncée par la presse ressemblerait donc plutôt à une simple bisbille. Laquelle n'a pas empêché le président Bolsonaro de dormir : trois semaines après la démission qui devait tout changer, il menaçait à nouveau de faire intervenir « [s]on armée » contre des gouverneurs jugés trop peu dociles (3).

Le discours érigeant les corps armés au rang de champion de la démocratie est un refrain bien connu au Brésil. Ce même 31 mars, date anniversaire du coup d'État militaire de 1964 et de l'instauration d'une dictature qui dura vingt ans, offre traditionnellement l'occasion de le proclamer, à travers le communiqué du ministère de la défense lu dans toutes les casernes du pays. Cette année, le tout nouveau ministre – son prédécesseur avait été limogé deux jours auparavant par le président lors d'un remaniement – a ainsi déclaré : « Il y a cinquante-sept ans, les forces armées ont assumé la responsabilité de pacifier le pays pour garantir les libertés démocratiques dont nous jouissons aujourd'hui. » À l'époque, la menace était communiste. Aujourd'hui, c'est au nom de la « lutte contre la corruption » et contre le « délitement des valeurs » que l'armée s'est engagée aux côtés de M. Bolsonaro, estime le général de réserve Paulo Chagas, partisan du président.

#### Ascension de la « classe de Haïti »

Si les forces armées ne sont pas seules responsables de l'accession au pouvoir de M. Bolsonaro (4), elles ont néanmoins joué un rôle-clé. Leur prise de position la plus significative (et la plus efficace) a contribué à évincer M. Luiz Inácio Lula da Silva de la campagne présidentielle de 2018, alors que les sondages le présentaient comme le grand favori. Sur Twitter, le 4 avril 2018, à la veille d'un jugement décisif de la Cour suprême concernant un recours de l'ancien chef de l'État afin d'éviter son emprisonnement, le chef de l'armée de l'époque, le général Eduardo Villas Bôas, avait menacé le pays d'une intervention militaire en cas de décision favorable à « Lula ». On sait désormais que ce tweet avait été rédigé avec l'assentiment de l'ensemble de l'état-major : il ne reflétait donc pas la seule opinion de l'officier auquel M. Bolsonaro rendrait hommage en 2019

comme à «l'un des principaux responsables de [s]on élection (5)». Selon une étude (6) portant sur les militaires abonnés au compte Twitter du général Villas Bôas, au moins 115 militaires d'active, suivis dans leur ensemble par près de 670000 personnes, ont publié 3 427 tweets à caractère politique entre avril 2018 et avril 2020. Normalement interdits par la discipline militaire, cet activisme de même que la campagne en faveur de M. Bolsonaro dans les casernes n'ont guère donné lieu à des sanctions.

Une fois leur champion élu, les gradés ont accru leur présence au sein de l'administration à un niveau encore jamais vu, même à l'époque de la dictature. Selon un rapport du Tribunal des comptes de l'union (TCU), en juillet 2020, 6 157 militaires, dont plus de la moitié sont des actifs, occupaient des postes normalement réservés aux civils. En 2016, quand Mme Dilma Rousseff était au pouvoir, on en dénombrait 2957 (sans qu'il se soit produit une inflation particulière du nombre de fonctionnaires entre-temps). L'ascension des militaires a été une constante sous les mandats du Parti des travailleurs (PT, gauche). L'ancien président «Lula» (2003-2010) avait choisi de se séparer de son premier ministre de la défense plutôt que de leur tenir tête, et aucun général n'avait été puni pour les critiques – pourtant nourries – sur sa politique, notamment concernant la démarcation des terres indigènes. Mme Rousseff, au pouvoir de 2011 à 2016, a entériné leur participation à des missions de «pacification» des favelas de Rio de Janeiro, en particulier lors des opérations de «sécurité» liées à la Coupe du monde de football de 2014 et aux Jeux olympiques de 2016 (7).

Continuité, donc, à ceci près que les responsabilités qu'on leur confie désormais revêtent une autre importance : sept des vingt-trois ministres sont des officiers, lesquels dirigent seize des quarante-six entreprises dont l'État détient le contrôle, à commencer par la principale, l'entreprise d'hydrocarbures Petrobras. « Ily a plus de militaires dans l'administration du Brésil que dans celle du Venezuela, pourtant décrite par Brasília comme un "régime militaire", relève Marcial Suarez, professeur en relations internationales à l'Université fédérale Fluminense (UFF) de Rio de Janeiro. En réalité, je ne vois actuellement aucune démocratie qui compte autant de gradés à des postes aussi élevés.»

Pour Adriana Aparecida Marques, chercheuse sur les questions de défense à l'Université fédérale de Rio de Janeiro, aucun hasard à ce que la « classe de Haïti », comme on la dénomme, se trouve aux commandes du pays.

Neuf hauts gradés de la réserve, qui occupent aujourd'hui des fonctions de premier plan à Brasília, ont fait partie de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), que le Brésil a commandée, de 2004 à 2017. «L'un des objectifs de cette mission était justement d'éviter la politisation des forces armées en les éloignant de la scène politique locale. Mais elle a produit le résultat exactement inverse, car les tâches que l'ONU leur a confiées n'étaient pas uniquement militaires, mais aussi politiques», explique la chercheuse.

Après cette mission, que les militaires brésiliens considèrent comme un succès(8) alors qu'elle suscite un flot de critiques, à commencer par celles des organisations non gouvernementales haïtiennes, les voilà disponibles pour servir leur pays. Une aubaine pour M. Bolsonaro, qui, dépourvu de parti politique digne de ce nom, manquait cruellement de cadres pour peupler son gouvernement. Et, comme le rappelle João Roberto Martins Filho, professeur en sciences sociales à l'Université fédérale de São Carlos, qui vient de coordonner un ouvrage sur l'armée et la crise que traverse le pays (9), «les militaires poursuivent, depuis au moins une décennie, une stratégie de professionnalisation. Les hauts gradés complètent leur formation par des diplômes en administration, en communication, en management, notamment dans les deux principales écoles d'économie d'obédience libérale, la Fondation Getulio Vargas et la Fondation Dom Cabral».

À partir de 2014, on a assisté à une augmentation du nombre de candidats militaires aux élections locales et fédérales. «Faire appel aux militaires est une bonne chose pour le Brésil, car ils sont compétents et incorruptibles », affirme devant nous, sans frémir, le général de réserve Aléssio Ribeiro Souto. Il semble oublier que les relations illicites qui unissent le monde politique et les entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP), et qui sont au cœur des scandales de corruption, ont commencé pendant la dictature militaire. « Ils ne veulent pas seulement prendre le pouvoir, observe Chirio, ils veulent également servir leurs carrières. La nouvelle génération de gradés s'estime mal traitée, mal rémunérée, alors qu'elle se voit comme l'élite de la nation. En fait, elle veut sa part du gâteau. » D'où, peut-être, sa vision beaucoup plus libérale sur les questions économiques que celle de ses prédécesseurs (10) : au sein du gouvernement Bolsonaro, la relation des militaires avec le ministre de l'économie ultralibéral Paulo

Guedes est excellente. « Ils ont préparé des privatisations importantes, comme celles de l'entreprise énergétique Electrobras et des infrastructures de transports. Et ils sont très favorables à la mise en vente des raffineries de Petrobras et des ressources pétrolières », rappelle Eduardo Costa Pinto, professeur d'économie à l'Université fédérale de Rio de Janeiro.

Pourtant, après deux ans et demi de présence des forces armées au sommet du pouvoir, les compétences de leurs membres ne sautent pas aux yeux. La lutte contre la déforestation en Amazonie, dirigée par le vice-président et général de réserve Hamilton Mourão, ne produit aucun résultat et inquiète la communauté internationale. La gestion de la pandémie assurée pendant près de dix mois par le général d'active Eduardo Pazuello a été un désastre qui a coûté la vie à des centaines de milliers de Brésiliens. En 2021, la confiance de la population dans l'uniforme a plongé de dix-huit points (11), alors que l'institution était jusque-là l'une des rares, avec l'Église, à bénéficier d'un crédit sans faille.

«La démission des trois chefs d'armée ne va pas changer leur implication dans ce gouvernement, résume Martins Filho. Mais elle leur permet tout de même de se ménager une porte de sortie si la situation s'envenime davantage.» Depuis le retour sur le devant de la scène politique de l'ancien président «Lula», blanchi des accusations de corruption qui pesaient sur lui, et face à la baisse de popularité de l'actuel mandataire, les militaires évoquent une «troisième voie»:une candidature du centre droit qui correspondrait à leur idéologie, éviterait le retour au pouvoir de la gauche honnie et leur permettrait surtout de conserver leurs nouveaux privilèges. « Il sera très difficile de démilitariser l'État brésilien, conclut Chirio, car cela impliquerait que des milliers de militaires acceptent de diviser leur salaire par dix.» Certains, tel le vice-président Mourão, se voient déjà briguer une place au Sénat.

Certes, les diatribes de M. Bolsonaro menaçant un pays encore trop peu soumis d'une intervention militaire ont redoublé depuis les événements du Capitole américain, en janvier dernier. Il reste cependant peu probable que les forces armées suivent le président dans une aventure anticonstitutionnelle, même si la démocratie brésilienne s'avère plus fragile que celle des États-Unis, et même si M. Bolsonaro ferait passer M. Donald Trump pour un puits de sagesse.

Au-delà des casernes à proprement parler, la politisation croissante des policiers – qui sont plus de 700 000 (et plus de 250000 réservistes), et très engagés dans la mouvance bolsonariste – inquiète davantage. Selon une récente étude (12) fondée sur leur comportement sur les réseaux sociaux, 35 % des officiers de la police militaire et 41 % des personnels du rang ont interagi avec des pages bolsonaristes, dont celles de la mouvance radicale. Ce taux descend à 12 % chez les inspecteurs et à 13 % chez les policiers fédéraux. La violence des commentaires, notamment contre les autres pouvoirs (Cour suprême et Congrès), que M. Bolsonaro prend régulièrement pour cibles, suggère une radicalisation. « Je considère qu'il y a de grandes chances pour que ces troupes suivent Bolsonaro dans une action illégitime, comme en février 2020 dans l'État du Ceará, où l'on a assisté à une rébellion de la police afin de déstabiliser un gouverneur opposé au président », déclare M. Adilson Paes de Souza, colonel de réserve de la police militaire de São Paulo et spécialiste de cette institution. Après treize jours, et plus de 240 morts dans la capitale, Fortaleza, M. Bolsonaro avait jugé qu'il ne s'agissait que d'une grève et limité l'envoi des soldats pour rétablir l'ordre. Cet appui sans précédent à une rébellion illégale et violente est perçu aujourd'hui comme un grave précédent.

(1) «Entre golpistas e velhacos», O Estado de São Paulo, 31 mars 2021.

(2) Andrea Jubé, Fabio Murakawa et Matheus Schuch, «Cresce temor de politização das Forças Armadas», Valor Econômico, São Paulo, 31 mars 2021.

(3) Entretien sur la chaîne A Crítica, Manaus, 23 avril 2021.

(4) Lire Renaud Lambert, «Le Brésil est-il fasciste?», Le Monde diplomatique, novembre 2018.

(5) Déclaration de M. Bolsonaro lors de la prise de fonctions du ministre de la défense, le général Fernando Azevedo e Silva, 2 janvier 2019.

(6) Marcelo Godoy, «Soldados influenciadores : os guerreiros digitais do bolsonarismo e os tuítes de Villas Bôas», dans João Roberto Martins Filho (sous la dir. de), Os militares e a crise brasileira, Alameda, São Paulo, 2021.

(7) Lire «Pacification musclée», Le Monde diplomatique, janvier 2013.

(8) Cf. Celso Castro et Adriana Marques, Missão Haiti :avisão dos force commanders, FGV, Rio de Janeiro, 2019.

(9) João Roberto Martins Filho (sous la dir. de), Os militares e a crise brasileira, op. cit.

(10) Lire Raúl Zibechi, «Que veulent les militaires brésiliens?», Le Monde diplomatique, février 2019.

(11) Sondage Exame/IDEA, 10 avril 2021.

(12) Política e fé entre os policiais militares, civis e federais do Brasil, Fórum de Segurança Pública, São Paulo, 2020.